



La campagne sans précédent et illégale pour éliminer Julian Assange

Assange ne bénéficierait jamais d'un procès équitable aux États-Unis, mais il n'en bénéficie pas non plus en Grande-Bretagne.

Par [Charles Glass](#)

Mondialisation.ca, 10 octobre 2020

[The Intercept](#) 6 octobre 2020

Région : [États-Unis](#), [L'Europe](#)

Thème: [Droits humains et État policier](#), [Loi et Justice](#)

Pendant les 17 jours de l'audience d'extradition de Julian Assange à Londres, les procureurs ont réussi à prouver à la fois les crimes et la conspiration. Le coupable, cependant, n'était pas Assange. Au lieu de cela, les contrevenants et les conspirateurs se sont avérés être les gouvernements britannique et américain. Les uns après les autres, les témoins ont décrit en détail les mesures illégales prises pour violer le droit d'Assange à un procès équitable, détruire sa santé, salir le personnage et l'emprisonner à l'isolement pour le reste de sa vie. Les preuves présentées en salle d'audience ont révélé l'illégalité à une échelle sans précédent des services de renseignement, de l'armée, de la police et de la justice des États-Unis et de la Grande-Bretagne pour éliminer Assange. Les gouvernements avaient l'avantage, comme l'homme blanc dont Malcolm X a écrit : « C'est un joueur professionnel ; il a toutes les cartes et les chances de son côté, et il a toujours distribué à notre peuple les cartes du fond du paquet ».

Le jeu de cartes était clairement truqué. Les antagonistes d'Assange marquaient les cartes dès février 2008, lorsque le centre de contre-espionnage de l'armée américaine a entrepris, selon ses propres termes, « d'endommager ou de détruire ce centre de gravité » qu'était WikiLeaks. WikiLeaks, depuis sa création par Assange et ses amis en 2006, attirait des sources du monde entier pour leur confier, de manière sûre et anonyme, des documents exposant les crimes d'État. Ces documents n'étaient pas destinés à un service de renseignement étranger, mais au public. Pour les gouvernements, le public devait être tenu à l'écart de ce qu'ils faisaient derrière des portes closes et dans le ciel de l'Afghanistan et de l'Irak. Pour colmater les fuites, les gouvernements devaient arrêter Assange. Le Pentagone, la CIA, l'Agence de sécurité nationale et le Département d'État ont rapidement suivi l'exemple du Centre de contre-espionnage en créant leurs propres groupes de travail anti-Assange et en faisant appel à l'aide de la Grande-Bretagne, de la Suède et de l'Équateur.

Quelle aventure ! La première « opération secrète » contre Assange a eu lieu le 27 septembre 2010, lorsqu'une valise contenant trois ordinateurs portables, des disques durs et des vêtements a disparu de l'avion qui le transportait de Suède en Allemagne. Les efforts pour récupérer ses affaires, qui comprenaient des communications privilégiées avec son conseiller juridique, ont suscité de vagues excuses de la part de la compagnie aérienne, selon lesquelles elle ne savait rien. Le sort des objets dérobés a été rendu public en 2013,

lorsque des informations provenant de ses ordinateurs portables ont été publiées dans les dossiers d'accusation contre la dénonciatrice de l'armée américaine Chelsea Manning. En 2011, des agents du FBI se sont rendus en Islande pour employer un informateur de 18 ans, Sigurdur « Soggi » Thordarson, afin d'espionner WikiLeaks. Lorsque les autorités islandaises ont découvert les activités illégales du FBI, elles ont expulsé les agents du FBI. Thordarson, que le FBI avait payé 5 000 dollars et avait fait le tour du monde en avion, a ensuite avoué avoir volé de l'argent à WikiLeaks et a été condamné pour avoir abusé sexuellement de garçons mineurs.

La surveillance, constante où que se trouve Assange, s'est intensifiée lorsqu'il a obtenu l'asile politique à l'ambassade de l'Équateur à Londres en juin 2012 pour éviter son extradition vers la Suède. Lors d'une de mes visites là-bas, il m'a dit que la vie à l'ambassade, avec des caméras et des micros partout, était comme « le Truman Show ». Les services de renseignement ont observé chacun de ses mouvements et entendu chacun de ses mots. Ils espionnaient les discussions privées avec ses avocats et ses médecins. Si un prêtre avait visité l'Assange, un catholique, ils auraient violé le caractère sacré du confessionnal.

Pendant ce temps, la NSA et son équivalent britannique, le GCHQ, ont suivi les personnes qui se sont connectées au site web de WikiLeaks. Les institutions financières américaines ont tenté de paralyser financièrement WikiLeaks en refusant aux donateurs l'utilisation des cartes de crédit et de PayPal pour soutenir l'organisation. Le conseiller juridique d'Assange n'a pas échappé à l'examen. Son avocat espagnol, le célèbre ancien juge Baltasar Garzón, qui avait poursuivi le général chilien Augusto Pinochet, a été suivi et son ordinateur a été volé dans son bureau à la fin de l'année 2017. J'ai vécu une curieuse expérience en 2019, et je ne suis qu'un journaliste. Deux jours après une de mes rencontres avec Assange à l'ambassade, des cambrioleurs ont pénétré par effraction dans un bureau que je partageais avec deux designers à Londres. Le seul objet manquant était mon ordinateur, les voleurs ayant laissé les ordinateurs de mes collègues de bureau intacts. Il est impossible de prouver qui l'a fait, mais il n'est pas impossible de le deviner.

Les mesures extrêmes prises contre Assange ont atteint leur bassesse historique lorsque Lenín Boltaire Moreno Garcés a remplacé le pro-Assange Rafael Correa à la présidence de l'Équateur le 24 mai 2017. Moreno a employé une entreprise privée espagnole, Undercover Global SL, pour assurer la sécurité de l'ambassade de Londres. D'anciens employés de l'entreprise ont témoigné le dernier jour de l'audience d'Assange qu'ils avaient installé plus de caméras et de microphones, trafiqué les téléphones portables des visiteurs, volé les couches d'un des bébés d'Assange pour prélever son ADN, et discuté de son enlèvement et de son assassinat. Ils ont transmis des vidéos en direct à la CIA des consultations juridiques d'Assange. Quelque chose de similaire est arrivé à Daniel Ellsberg après qu'il ait divulgué les Pentagon Papers au New York Times et au Washington Post en 1971. Les « plombiers » de la Maison Blanche, qui plus tard dévaliseront le siège du Parti Démocrate dans le complexe du Watergate à Washington, ont pénétré dans le bureau du psychiatre d'Ellsberg pour voler ses dossiers médicaux. Le FBI avait mis sur écoute le téléphone d'Ellsberg sans mandat. Le comportement du gouvernement était si scandaleux que le juge William Matthew Byrne a rejeté l'affaire de la loi sur l'espionnage contre Ellsberg « avec préjudice », ce qui signifie que le gouvernement ne pouvait pas faire appel.

Des experts juridiques ont témoigné qu'Assange ne bénéficierait pas d'un procès équitable aux États-Unis, mais à la Cour pénale centrale de Londres, il devenait évident qu'il n'en bénéficierait pas non plus en Grande-Bretagne. Le premier magistrat affecté à son dossier,

Emma Arbuthnot, en 2017, s'est avéré avoir un mari et un fils ayant des liens avec des personnes citées pour activités criminelles dans des documents publiés par WikiLeaks. Lorsque les liens supplémentaires de sa famille avec les services de renseignement et les industries de la défense ont été rendus publics, elle s'est retirée de l'affaire pour ce qu'elle a déclaré au magazine *Private Eye* être une « perception de partialité ». Elle ne s'est pas formellement récusée et n'a pas déclaré de conflit d'intérêt. En tant que premier magistrat de Westminster, elle supervise néanmoins la conduite des magistrats de rang inférieur. L'une d'entre elles est Vanessa Baraitser, qui a présidé l'audience d'Assange. Les documents découverts par le site web [Declassified](#) montrent que sur ses 24 précédentes audiences d'extradition, elle a ordonné l'extradition de 23 personnes. Ce n'est pas un mauvais bilan du point de vue de l'accusation, mais les cours d'appel ont par la suite annulé son verdict dans six des 23 cas.

Lorsque l'audience d'Assange s'est tenue le 8 septembre, la défense a demandé un délai supplémentaire pour préparer son dossier. Le gouvernement avait eu dix ans de préparation et avait eu accès à la correspondance des avocats de la défense avec leur client. Les avocats d'Assange n'ont été autorisés à le voir que rarement et en observation à la prison de Belmarsh, un établissement de sécurité maximale dans le sud de Londres pour les prisonniers qui « représentent la plus grande menace pour le public, la police ou la sécurité nationale ». Les documents vitaux ne lui parvenaient pas. Baraitser a rejeté la demande. Elle a également forcé Assange à observer l'audience depuis une cage de verre, généralement réservée aux délinquants violents, au fond de la salle d'audience où il ne pouvait pas s'entretenir avec ses avocats. Des problèmes techniques ont interrompu la transmission du son à Assange, ce qui lui a fait manquer une grande partie des témoignages. Lorsque M. Assange s'est adressé à ses avocats de l'autre côté de la salle, l'accusation a pu entendre ce qu'il disait. Edward Fitzgerald, l'avocat principal d'Assange et l'un des meilleurs de Grande-Bretagne, était sur le ring, les mains liées.

Un témoignage démontrant les handicaps juridiques d'Assange et sa santé défaillante devrait suffire à empêcher son extradition. Lorsque la police a retiré Assange de l'ambassade équatorienne et l'a incarcéré à Belmarsh en avril 2019, elle ne lui a permis d'emporter aucun de ses biens. Il s'agissait non seulement de ses vêtements, mais aussi de ses lunettes de lecture, qui lui ont été refusées pendant plusieurs semaines. Les autorités américaines ont saisi tous ses papiers légaux et autres possessions à l'ambassade sans mandat ni la présence des représentants légaux d'Assange.

La santé mentale d'Assange s'est détériorée pendant son incarcération à Belmarsh. De nombreux psychiatres ont attesté qu'il est au bord du suicide. Le Dr Michael Kopelman, professeur émérite de psychiatrie au King's College de Londres, a déclaré à la Cour, sur la base de 19 consultations avec M. Assange à Belmarsh, « Je répète encore une fois que je suis aussi certain qu'un psychiatre puisse l'être que, dans l'éventualité d'une extradition imminente, M. Assange trouverait effectivement un moyen de se suicider. Les gardiens de Belmarsh avaient déjà découvert une lame de rasoir dans la cellule de M. Assange. M. Assange a demandé l'absolution catholique, a demandé à rédiger son testament et a appelé la ligne téléphonique de prévention du suicide des Samaritains. Une histoire familiale de suicide est tapie à l'arrière-plan, ce qui rend cette issue plus probable. Sa dépression s'est aggravée pendant plusieurs mois d'isolement dans l'aile médicale de la prison, d'où il a été libéré après que d'autres prisonniers aient protesté contre les mauvais traitements. Les témoignages des docteurs Sandra Crosby et Quinton Deeley, psychiatres de renom, ont confirmé le diagnostic de dépression clinique de Kopelman. Deeley a estimé que le risque

qu'Assange se suicide s'il était transféré aux États-Unis était « élevé », notant que « les taux de suicide sont plus élevés chez les personnes autistes ». Le rapporteur spécial des Nations unies sur la torture, Nils Melzer, a déclaré : « M. Assange a été délibérément exposé, pendant plusieurs années, à des formes persistantes et progressivement graves de peines ou traitements cruels, inhumains et dégradants, dont les effets cumulés ne peuvent être décrits que comme de la torture psychologique ».

La pratique normale ne s'est pas appliquée à M. Assange, qui a reçu un traitement particulier à chaque étape de son incarcération. Lorsqu'il a plaidé coupable pour le délit relativement mineur de violation de la liberté sous caution en avril 2019, le tribunal l'a condamné à 50 semaines à Belmarsh. À cette époque, Jack Shepherd, reconnu coupable d'homicide involontaire dans la mort d'une jeune femme lors d'un incident de bateau à moteur, a été condamné à la moitié de cette peine. Les deux tiers des 797 détenus alors à Belmarsh étaient des délinquants violents, parmi lesquels des terroristes et des membres de gangs condamnés. Les libérés sous caution non violents purgent leur peine dans des prisons de catégorie B ou C moins restrictives, mais Assange n'était pas un prisonnier normal. Lorsqu'il a purgé ses 50 semaines, le magistrat lui a ordonné de rester dans l'environnement difficile de Belmarsh pour la durée de sa procédure d'extradition.

La persécution mesquine d'Assange est allée jusqu'au refus de lui permettre d'utiliser une radio, ce qui est autorisé par le règlement de la prison. Lorsque John Simpson, correspondant chevronné de la BBC, a rendu public ce refus en juin dernier, j'ai envoyé à Assange une radio à transistor. La prison me l'a renvoyée. Je lui ai ensuite envoyé un livre sur la façon de fabriquer une radio et cela aussi est revenu. J'ai demandé à un ami de l'administration pénitentiaire d'intervenir, mais il m'a répondu : « Belmarsh est une loi en soi. » Un ancien otage respecté du Hezbollah dans les années 1980 a alors écrit au gouverneur de Belmarsh pour lui faire remarquer que ses ravisseurs lui avaient donné une radio qu'il a qualifiée de « cadeau du ciel et qui m'a considérablement aidé à surmonter l'épreuve ». Lorsque la prison a donné une radio à Assange le lendemain, c'était soit une coïncidence, soit le fait que les autorités évitaient l'apparence d'une cruauté mesquine plus obscène que celle des ravisseurs libanais.

Un traitement plus particulier a suivi. Lors de l'audience, l'accusation a d'abord déclaré qu'Assange était accusé, en vertu de la loi étasunienne sur l'espionnage de 1917, d'avoir publié des secrets d'État. Lorsque les témoins de la défense ont montré que les actions d'Assange n'étaient pas différentes de celles de tout autre journaliste cultivant leurs sources, les procureurs ont fait marche arrière pour considérer que tout journaliste publiant des documents classifiés pouvait être passible de poursuites. Étant donné qu'Assange a collaboré avec le *New York Times*, le *Guardian*, *El País* et *Le Monde*, leurs rédacteurs en chef seraient passibles de poursuites. Personne ne croit qu'ils le seront. L'accusation n'a pas expliqué pourquoi un autre éditeur, Cryptome.org, ne faisait pas l'objet d'une enquête alors qu'il avait publié l'énorme collection Cablegate de communications du Département d'État le 1er septembre 2011, un jour avant WikiLeaks.

Non seulement les États-Unis ont choisi d'ignorer les autres éditeurs des documents étasuniens, mais ils ont également appliqué la loi d'une manière unique pour poursuivre leur affaire contre Assange. Les procureurs américains avaient fait une demande en vertu du traité d'extradition entre les États-Unis et le Royaume-Uni de mars 2003 pour obliger la Grande-Bretagne à livrer Assange. L'article 4(1) du traité, qui ne convient pas au ministère public, stipule que « l'extradition ne sera pas accordée si le délit pour lequel l'extradition est demandée est un délit politique ». Le ministère public et le tribunal ont toutefois cité la

législation interne britannique, la loi sur l'extradition de 2003, qui ne mentionne pas l'exclusion politique. Ce tour de passe-passe reflétait la contradiction entre les prétentions américaines d'appliquer la loi sur l'espionnage à Assange, qui est australien, pour des actions entreprises en Islande et au Royaume-Uni, tout en lui refusant la protection d'une loi américaine plus fondamentale, le premier amendement de la Constitution avec sa garantie de liberté d'expression et de la presse. L'accusation peut-elle s'en tirer en choisissant quelles lois britanniques et américaines s'appliquent à Assange et lesquelles ne s'appliquent pas ? Quelle est la marge de manœuvre du ministère public qu'un tribunal peut avaler sans détruire sa propre légitimité ?

La Grande-Bretagne a ratifié d'autres traités internationaux qui empêchent l'envoi d'Assange aux États-Unis. La Convention contre la torture et autres traitements cruels, inhumains ou dégradants exige l'interdiction et la sanction de la torture en droit et en pratique. Elle « interdit également le retour forcé de toute personne dans un pays où elle risquerait d'être torturée ». Les États-Unis l'ont ratifiée en 1994. Deux ans plus tôt, ils avaient ratifié la Convention internationale sur les droits civils et politiques garantissant l'immunité contre la torture, ainsi que les droits à la vie et à la libre expression.

Les États-Unis ont abrogé ces deux traités, comme l'ont montré de nombreux documents publiés par WikiLeaks, bien qu'ils aient force de loi dans les États signataires. Amnesty International a observé en 1998, trois ans avant que les attentats du 11 septembre ne servent de prétexte à la torture, que les États-Unis ont constamment « dilué » les conventions avec « des réserves, des interprétations et des déclarations qui limitent les protections qu'elles exigent ». Elle a ajouté : « L'utilisation cruelle de moyens de contention, entraînant des douleurs, des blessures ou même la mort inutiles, est très répandue dans les prisons américaines. Des prisonniers souffrant de troubles mentaux ont été ligotés, écartelés, sur des planches pendant des périodes prolongées avec des contraintes en quatre points sans autorisation ou supervision médicale appropriée. Les contentions sont délibérément imposées comme une punition, ou utilisées comme une mesure de contrôle de routine plutôt que comme une réponse d'urgence ». Amnesty a également critiqué l'isolement quasi-permanent dans les prisons américaines « supermax » sans stimulation sensorielle qui « peut causer de graves dommages physiques et psychologiques ».

Un précédent britannique récent exigerait le rejet de la demande d'extradition pour des raisons de santé. Le pirate informatique Lauri Love, accusé d'avoir « violé des milliers de systèmes informatiques aux États-Unis et ailleurs », est atteint du syndrome d'Asperger. Une cour d'appel a conclu en 2018 que l'envoyer aux États-Unis pour y être jugé nuirait tellement à sa santé mentale qu'il devrait rester en Grande-Bretagne. Les médecins ont diagnostiqué le syndrome d'Asperger chez Assange, et 117 psychiatres ont signé une lettre ouverte déclarant qu'Assange ne survivrait pas au procès et à l'emprisonnement aux États-Unis.

Un ancien défenseur public étasunien, Yancey Ellis, a décrit pour l'audience de Londres les conditions dans le centre de détention d'Alexandria en Virginie, qui accueillerait Assange avant et pendant son procès. Assange, a-t-il dit, serait confiné « au moins 22 heures dans une cellule » de « la taille d'une place de parking » avec seulement un tapis sur une étagère en béton pour le lit. Joel Stickler, un défenseur étasunien des prisonniers, a témoigné que si Assange était condamné, son traitement à « l'Alcatraz des Rocheuses », autrement connu sous le nom de « U.S. Penitentiary Administrative Facility » à Florence, Colorado, serait pire. Assange serait incarcéré seul au milieu de détenus tels que Ted Kaczynski, le terroriste du marathon de Boston Dzhokhar Tsarnaev, l'agent du FBI devenu espion russe Robert

Hanssen, le baron de la drogue mexicain Joaquín « El Chapo » Archivaldo Guzmán Loera et le co-terroriste d'Oklahoma City Terry McNichols. Le régime de la prison est aussi impitoyable que celui de ses prisonniers : vingt-trois heures d'enfermement quotidien dans une cellule en béton avec une fenêtre de quatre pouces de large, six contrôles de lits par jour avec un septième le week-end, une heure d'exercice dans une cage extérieure, des douches qui pulvérisent de l'eau par jets de une minute et des « descentes » à la discrétion du personnel de la prison. Il n'y aura pas beaucoup d'autres journalistes et éditeurs dans cette prison.

Les avocats de l'accusation et de la défense ont un mois pour soumettre par écrit leurs conclusions finales à la magistrate Baraitser, qui rendra son verdict le 4 janvier. Un tribunal impartial n'aurait pas d'autre choix que de disculper Assange - mais l'équité n'a jusqu'à présent pas été mise en avant dans les procédures avec les dix ans d'avance de l'accusation sur la défense ; l'incapacité de l'avocat d'Assange, Jennifer Robinson, à s'entretenir avec lui pendant six mois ; et la possession par l'accusation de ses documents confidentiels entre avocat et client et des transcriptions de ses conversations avec ses avocats en violation flagrante de la loi.

Les mauvais traitements infligés à Assange, révélés à la Cour pénale centrale de Londres, ne prendront pas fin s'il est extradé. L'extradition intensifiera sa « punition cruelle et inhabituelle ». L'interdiction de ces châtiments figure à la fois dans le huitième amendement de la Constitution américaine et dans son prédécesseur, la clause dix de la Déclaration des droits [Bill of Rights] de l'Angleterre de 1689. Cette protection fondamentale s'applique à tous en Grande-Bretagne et aux États-Unis depuis des siècles. Une fois de plus, cependant, ils peuvent faire une exception pour Assange.

Charles Glass

Article original en anglais : [The Unprecedented And Illegal Campaign to Eliminate Julian Assange](#),

Assange would never receive a fair trial in the U.S., but he's not receiving one in Britain either, The Intercept, le 6 octobre 2020.

Version française : [Le Grand Soir](#)

La source originale de cet article est [The Intercept](#)

Copyright © [Charles Glass](#), [The Intercept](#), 2020

Articles Par : **[Charles Glass](#)**

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation.

Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca